Des milliers de victimes, pas de coupable : La “justice” en Egypte post-révolutionnaire

Justice transitionnelle (Egypte)

Nada Ahmed

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/revdh/1071>

DOI : 10.4000/revdh.1071

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nada Ahmed, « Des milliers de victimes, pas de coupable : La “justice” en Egypte post-révolutionnaire », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 10 mars 2015, consulté le 25 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/1071> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.1071>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2022.

Tous droits réservés

Des milliers de victimes, pas de coupable : La “justice” en Egypte post-révolutionnaire

Justice transitionnelle (Egypte)

Nada Ahmed

- 1 « *L'injustice est muette, la justice crie* ». Les cris de centaines de mères, de frères, de pères, de sœurs, de conjoints et d'amis ont été bel et bien entendu dans les quatre coins du Nil, après l'acquittement prononcé le 29 novembre 2014 par l'équivalent de la Cour d'Assises égyptienne, de Moubarak, de son Ministre de l'Intérieur et de six de ses adjoints (Cour d'Assises égyptienne, 29 novembre 2014, Affaire numéro 1227- Année 2011 Qasr el Nil). Ces derniers étaient poursuivis pour la mort de plus de 900 personnes, des milliers de blessées et des centaines de disparus, alors tous manifestants pacifiques, du fait de l'action de la police pendant les événements du 25 au 31 Janvier 2011.
- 2 Torture, meurtres, viols, harcèlement, corruption, telles étaient les pratiques des forces de l'ordre égyptienne sous l'ère de l'ex-raïs. Le 25 janvier 2011, « Jour Nationale de la police », des milliers de jeunes égyptiens révoltés se dirigèrent vers la place Tahrir au cœur de la capitale, criant au changement. Les jeunes de Tahrir n'avait pour seule arme que leur rêve d'un pays où leur dignité et leur humanité seraient respectées et préservées, devant les armes à feu de la police, alors sans pitié. Le 25 janvier au soir, non seulement au Caire, mais aussi à Alexandrie et Suez, les plus grandes villes d'Egypte, annonçaient le début de la fin d'un régime corrompu et autoritaire.
- 3 Dans ce contexte, la décision d'acquittement prononcée le 29 novembre dernier ne fait que répandre la rage parmi une population confrontée pendant plus de trente ans à la pauvreté, la corruption, les meurtres, les disparitions forcées, la torture, les discriminations et les inégalités. L'ex-dictateur se retrouve déclaré non coupable alors que la police, qui était placé sous sa direction, a tiré dans la foule, sous l'œil vif des médias aussi bien internationaux que nationaux.
- 4 Plusieurs questions se posent alors. Si le président n'est pas responsable des actes commis par des institutions qui sont sous sa direction, à savoir la police, qui l'est ?

Comment construire une « société démocratique » si la loi ne permet pas de juger ses plus hauts dirigeants ? Comment envisager un futur alors que les souffrances et les plaies du passé n'ont pas été guéries ? Ce retour de l'armée avec l'avènement du maréchal Abdelfattah Al-Sissi au pouvoir tourne-t-il la page d'un rêve si longtemps attendu marquant le retour, encore plus puissant, de l'ancien régime ?

- 5 Dans les lignes qui suivent, il s'agira d'analyser les motivations de la Cour (1°) pour ensuite tenter d'évaluer les possibilités d'un recours devant les juridictions internationales (2°) et éventuellement la mise en place de tribunaux spéciaux dans une logique de justice transitionnelle (3°).

6

1°/- L'insuffisance des preuves invoquées par la Cour et les failles du système pénal égyptien

- 7 « La décision peut encore être contestée devant la Cour de cassation », admet l'intellectuel prorévolutionnaire Hossam Bahgat dans Mada Masr, un journal électronique indépendant. Il n'empêche : « Aujourd'hui, Hosni Mubarak est libre ! »¹. Dans son article, Hossam Bahgat présente ainsi les motifs principaux sur lesquels s'est fondé la Cour-équivalente de la Cour d'Assises dans le système pénal égyptien pour rendre ce jugement d'une centaine de pages. On ne peut se laisser convaincre que le procès Mubarak est un procès comme les autres, purement juridique fondé sur des preuves et des motivations. La réalité serait plutôt celle d'un procès politique « sous forme juridique », non seulement compte tenu des faits les personnalités poursuivies, mais surtout du fait de l'ampleur et des conséquences de l'affaire. De surcroît, il faut souligner le contrôle que continue d'exercer les partisans de l'ancien régime au sein des institutions étatiques jusqu'à nos jours, facteur qui jouerait éventuellement sur l'impartialité des juges.
- 8 Dans le droit pénal égyptien, il n'y a point de lois pour les crimes contre l'humanité, l'Egypte n'ayant pas ratifié le statut de la CPI et aucune transposition de ce dernier dans le droit national n'a été effectuée. Donc Mubarak est, paradoxalement, en prison pour complicité de meurtre, sur le fondement d'aucune disposition relative au contexte spécial des événements de l'affaire. Seule une loi datant de 1956 prévoyait justement la mise en place d'une cour spéciale pour les chefs d'Etat et de gouvernement pour les infractions commises dans le cadre de l'exercice de leur fonction. Toutefois, pour des raisons politiques, elle n'a pas été mise en vigueur.
- 9 Selon l'article publié dans Mada Masr, le juge dans son verdict, a rejeté les accusations contre Mubarak « en invoquant une erreur de procédure de l'accusation ». L'article précise que « Mubarak n'était pas originellement défendeur dans l'affaire et les procureurs ne l'ont ajouté au dossier que deux mois après son ouverture ». Selon le juge « il n'y avait pas de fondement à une procédure pénale » contre Mubarak. Au fond, le juge Rashidy a fait tomber les charges contre Mubarak en se fondant sur des témoignages d'agents de sécurité et d'anciens fonctionnaires du régime de l'ex-raïs. En revanche, les témoignages des victimes ont été écartés, les meurtres et crimes commis ont été considérés comme des « actes individuels » commis par les policiers, au regard des circonstances exceptionnelles et du grand nombre de manifestants.
- 10 Les principaux motifs mis en avant dans le jugement de 280 pages sont les suivants.

- 11 Tout d'abord, le juge estime que les événements du 25 au 31 janvier 2011 étaient partiellement le fruit d'un complot américano-sioniste mené par les frères musulmans au niveau national, pour diviser le pays. Le juge s'est fondé notamment sur les témoignages de l'ancien chef des services secret aujourd'hui décédé Omar Sulaiman, l'ex-ministre de la Défense Hussein Tantawy, l'ex Premier Ministre de Moubarak Ahmed Nazif et d'un journaliste, alors à l'époque pro-révolutionnaire, Ibrahim Eissa ayant participé aux manifestations. Pour le juge, ce sont « *les sages de la nation* ». Les frères musulmans sont alors considérés comme des éléments clés de ce soi-disant complot en aidant Hamas et Hezbollah à s'infiltrer dans le pays lors des manifestations, selon un plan bien établi.
- 12 Le second motif sur lequel le juge se fonde est l'acquittement de policiers sur la base de la légitime défense dans dix affaires devant différentes cours égyptiennes. Ces policiers étaient alors auteurs originaux présumés des faits à l'encontre des manifestants pacifiques. Par conséquent, si les auteurs originaux présumés sont innocents, les complices le sont aussi.
- 13 De surcroît, le juge se fonde sur le fait que les trois réunions qui ont été tenues avant la Révolution les 21, 24 et le 27 janvier, n'ont pas été enregistrées. La Cour s'est donc concentrée sur le manque de preuves et a affirmé, contrairement aux plus de 100 témoignages des manifestants, que les forces de police n'étaient équipées que de bâtons, de casques, de gaz lacrymogènes et d'aucune arme à feu, les ordres étant de traiter les manifestants sans violence et « *avec respect* ». Selon le témoignage du journaliste Ibrahim Eissa, si la police avait utilisé des armes à feu, le nombre de morts auraient été bien plus élevé. Les témoignages des blessés, des médecins, des manifestants ont été écartés, considérés comme incomplets et imprécis. Le seul témoignage à charge de la police est celui du Lieutenant Général Hosny Abbas, un officier de police qui a indiqué qu'il a appris, via un autre officier Général Hassan Abdel Hameed, que les accusés avaient planifié la veille du 28 janvier de réprimer les manifestations avec force. En revanche, le Général Hassan Abdel Hameed, ayant lui-même assisté à la réunion, a donné un témoignage contraire.
- 14 Le mois dernier, le Procureur Général, le magistrat Hisham Barakat, a contesté le jugement d'acquittement et un collègue du Ministère Public sera en charge d'établir un rapport sur les moyens sur lesquels s'est fondée la Cour. Par ailleurs, un communiqué de presse transmis par le Ministère Public informe que les résultats de cette étude des moyens du jugement d'acquittement seront publiés, jugement qui contiendrait, *a priori*, des erreurs de droit.
- 15 Rappelons que la Cour de cassation avait déjà cassé le jugement prononcé contre Moubarak en juin 2012 condamnant l'ex-chef d'Etat à perpétuité, et avait décidé le réexamen de l'affaire devant une autre cour autrement composée. Or, c'est cette-dernière qui a prononcé le jugement d'acquittement de novembre dernier. Par conséquent, la Cour de cassation n'a dorénavant que deux options : soit annuler le jugement, soit le confirmer. Or, selon la procédure pénale égyptienne, si la Cour de cassation annule pour une seconde fois un jugement dans la même affaire, elle est obligée de l'examiner elle-même et de trancher le litige.

2°/- Quels recours possibles devant les juridictions internationales ?

- 16 Selon l'article 7 du statut de Rome instituant la Cour Pénale Internationale (CPI), un crime contre l'humanité correspond à un acte spécifique commis de manière généralisée ou systématique dans le cadre d'une « *attaque perpétrée contre une population civile, indiquant un certain degré de planification ou de volonté politique de commettre le crime. Il peut s'agir d'un meurtre, d'une persécution pour des raisons politiques et d'autres actes inhumains de nature similaire causant intentionnellement une grande souffrance ou une grave préjudice au corps ou à l'esprit ou bien à l'intégrité physique* ». Compte tenu de la nature généralisée et systématique de ces meurtres, mais aussi des preuves laissent à penser qu'ils faisaient partie d'une politique de recours aux armes à feu contre des manifestants en grande majorité non armés pour des motifs politiques, il n'est pas inenvisageable que les massacres commis puissent être poursuivis en tant que crimes contre l'humanité.
- 17 Or, l'interdiction des crimes contre l'humanité constitue l'un des principes les plus fondamentaux du droit pénal international et peut faire l'objet de poursuites individuelles devant les tribunaux internationaux, mais aussi devant les tribunaux nationaux conformément au principe de la compétence universelle.
- 18 La définition des crimes contre l'humanité semble s'appliquer au cas en l'espèce. La répression de manifestants non armés de la place Tahrir et dans les autres départements, a été commise de manière systématique et généralisée. La volonté politique ne manque pas. Les services secrets étatiques étaient bien informés des manifestations prévues le 25 janvier sans en connaître l'ampleur véritable ou le nombre de participants. Tout laisse à penser qu'ils avaient par conséquent prévu les moyens de la réprimer, évidemment sans laisser de preuves d'une telle planification. Ces mesures répressives ont été considérées, quoi qu'il en soit, par le juge Al- Rashidy comme essentielles pour la « *défense de la sécurité nationale* ». Les meurtres, les actes inhumains ayant causé une souffrance physique corporelle et psychique sont bels et bien établis par les témoignages des proches des victimes, par les témoins sur place ainsi que par des rapports médicaux prouvant le décès de centaines de personnes par l'emploi d'armes à feu de la police ainsi que des milliers de blessés. Ces témoignages sont inscrits sur des centaines de pages dans le dossier de l'affaire.
- 19 Posons alors l'hypothèse d'une saisine de la Cour Pénale Internationale (CPI). La difficulté réside ici dans le fait que l'Egypte a signé la Convention de Rome mais elle ne l'a pas ratifiée (notons que la Tunisie est le premier et le seul pays d'Afrique du Nord à y procéder). Ainsi, en décembre dernier, les frères musulmans en Egypte, ont déposé une plainte demandant l'ouverture d'une enquête pour des crimes contre l'humanité présumés commis à partir du 1er juin 2013². Or, la CPI a refusé comme irrecevable la plainte du fait qu'elle n'avait pas été déposée au nom de « *l'Etat concerné* », à savoir l'Egypte. En l'occurrence, les frères musulmans avaient soumis à la CPI des éléments de preuves détaillant, selon eux, des crimes commis depuis que Mohamed Morsi, président élu démocratiquement, a été chassé du pouvoir par les militaires avec un support populaire, le 3 juillet 2013. Parmi ces crimes présumés figurent des cas de torture, de meurtres, d'emprisonnements illégaux ou encore de disparitions forcées. Plus de 1 400 manifestants pro-Morsi ont été tués depuis le 3 juillet 2013 et plus de 15. 000 de ses

partisans arrêtés, selon des organisations de défense des droits de l'Homme, notamment le rapport de Human Rights Watch publié en août 2014³.

- 20 Dans la mesure où la CPI a refusé la plainte contre des crimes de telle ampleur pour des raisons formelles et procédurales, nous ne pouvons espérer qu'aucun recours pour les victimes du soulèvement de janvier 2011 contre Moubarak n'aboutisse. Cela remet en cause, d'une certaine manière, l'efficacité du système de justice internationale dans la mesure où des crimes d'une telle gravité sont laissés impunis pour des raisons procédurales et politiques fragiles, fréquemment utilisées par les gouvernements autoritaires afin d'échapper à la justice.
- 21 La seule alternative pour l'ouverture d'une enquête est la saisine du Conseil de sécurité des Nations unies sur la base d'une demande du gouvernement égyptien. Or le gouvernement actuel a également commis des actes sans doutes bien plus graves et il est aisé d'imaginer que la volonté politique pour faire une telle démarche n'existe pas.

3°/- Les potentialités de la justice transitionnelle : Vers des tribunaux spéciaux ?

- 22 Fouad Riyad, ancien juge à la Cour Pénale Internationale a énoncé dans un programme télévisé local, « *La fin de la journée* », le 5 décembre 2014⁴, que Moubarak aurait dû être jugé pour les 30 ans de dictature, d'autoritarisme, de corruption et d'injustice et pas seulement pour les crimes commis à l'encontre des manifestants. Pour Riyad, dès lors, « *la seule solution est la justice populaire* ». Il estime que le système pénale égyptien en son état actuel ne rendra aucune justice. Concernant le jugement d'acquiescement, les institutions étatiques se sont abstenues de coopérer dans la phase d'instruction, celle-ci encore contrôlées par les partisans de l'ancien régime et pire encore, par l'armée et ses réseaux d'intérêts. L'instruction est donc manifestement partielle.
- 23 Le verdict du 29 novembre 2014 est de nature à rassurer les forces de police sur l'absence de poursuites légales pour usage de la force contre des manifestants. Libérés de toutes charges et de toute contrainte, les policiers peuvent reprendre le contrôle au nom de la « *guerre contre le terrorisme* » lancé par le maréchal Al-Sissi, depuis la destitution de Morsi. Torture, arrestations massives de jeunes, voire même d'enfants, disparitions forcées, liberté de presse et d'expression bafoué, trouveraient alors ici leur justification. Dans ces conditions, il est aisé de comprendre qu'un tel régime n'ait aucune volonté de poursuivre et sanctionner Moubarak, puisque le faire reviendrait à ouvrir la porte, par analogie, à la poursuite du chef de l'Etat actuel Al-Sissi pour les mêmes types de crimes, encore de plus grande ampleur⁵.
- 24 Le seul espoir reste alors l'instauration d'un système de justice transitionnelle comme il a été fait en Afrique du Sud pour le régime de l'apartheid, en Allemagne avec les procès de Nuremberg, en Amérique du Sud après les dictatures militaires. Mais encore faut-il que les « *révolutionnaires* » ou du moins des partisans de la Révolution du 25 Janvier puissent accéder aux institutions étatiques, toujours contrôlées par les partisans de l'Ancien Régime, afin de mettre en place système qui assurerait un procès équitable.
- 25 Pour reprendre les propos d'Alain Gresh dans son article en date du 3 décembre 2014⁶ dans le monde diplomatique. « *En Egypte, l'avenir n'est pas mort et un monde nouveau finira par naître* ».

*

- 26 **Cour d'Assises égyptienne, 29 novembre 2014, Affaire numéro 1227- Année 2011 Qasr el Nil (en arabe)**
- 27 **Rapport Human Rights Watch, *All according to plan - The Rab'a Massacre and Mass Killings of Protesters in Egypt*, Août 2014, 188 p.**

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Mada Masr, « Why everyone walked free in Mubarak trial », 2 décembre 2014.
2. « Egypte : la CPI rejette une plainte des Frères musulmans », 1er mai 2014.
3. Rapport Human Rights Watch, « All according to plan - The Rab'a Massacre and Mass Killings of Protesters in Egypt », août 2014, 188 p.
4. Fouad Riyad, intervention télévisée « La fin de la journée », 5 décembre 2014.
5. V. le rapport de Human Rights Watch, précité.
6. Alain Gresh, « Retour sur l'acquittement de Hosni Moubarak », 3 décembre 2014.

RÉSUMÉS

Le 29 novembre 2014, une cour égyptienne a acquitté l'ex-président Hosni Moubarak, son ministre de l'intérieur et six de ses adjoints. Ceux-ci avaient été poursuivis pour la mort de plus de 900 personnes pendant les manifestations de la période du 25 au 31 janvier 2011, lesquelles ont conduit Hosni Moubarak à quitter le pouvoir le 11 février. Plus qu'un verdict strictement juridique, cette acquittement prononcé marque l'irresponsabilité totale de l'ancien régime des crimes commis à l'égard des manifestants pacifiques, qui ont décidé de se révolter contre un pouvoir autoritaire et corrompu. Ce jugement pose des questions quant à l'effectivité et l'impartialité du système pénal égyptien. Surtout, et plus largement, il illustre la nécessité de mettre en place un régime spécial de justice transitionnelle, après une "révolution".

AUTEUR

NADA AHMED

Etudiante du Master 2 "Droits de l'homme" (Université Paris Ouest)